

BGE 60 II 62

Bundesgericht (BGE), 1921-05-28, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_60_II_62

FR: ATF 60 II 62

IT: DTF 60 II 62

Volltext

62 IIrhebt-rrecht. N0 15. auf die beim Bau wie auf die beim Betrieb einer Eisenbahn vorkommenden Unfälle Anwendung finden will. Diese Beschränkung· des Art. 27 EIG auf die Betriebsunfälle wird übrigens durch seine Entstehungsgeschichte bestätigt. Der Bundesrat hatte im Entwurfe vom 5. Juni 1899 (BBI. 1899 III 823 ff.) die Kausalhaftpflicht, wie sie in Art. 27 des Gesetzes für Betriebsunfälle Recht geworden ist, auch schon für Bauunfälle vorgesehen. Die Bestimmung wurde jedoch in den eidgenössischen Räten auf Veranlassung der ständerätlichen Kommission gestrichen mit der Begründung, dass der Bau einer elektrischen Anlage nicht mehr Gefahren in sich schliesse als die Errichtung irgendwelcher anderer Bauten; die besondere Gefahr . beginne erst mit dem Eintritt des Stromes in die Leitung, also mit dem Betriebe (Sten. Bulletin 1902 S. 71 ff. und 159) . . Im vorliegenden Falle befand sich aber die Telephon- leitung, als deren Inhaberin die Beklagte in Anspruch genommen wird, zurZeit des Unfalles unzweifelhaft noch nicht im Betrieb, sondern war erst im Bau begriffen. Das schliesst die Anwendung von Art. 27 EIG aus. VI. URHEBERRECHT DROITD'AUTEUR 15. Amt de la Ire Section civile du 14 fevrier 1934 dans la cause C. A. Schmidt contre F6deration suisse Aes Costumes nationaux et de la Chanson populaire. I. Loifoo. du 7 dooembre 1922 s.le droit d'auteur : la reproduction non autorisoo d'une reuvre litteraire ou artistique ne peut etre poursuivie civilement qu'en application de l'art. 42 de cette loi .; en aucun cas elle ne constitue, a elle seule, uno acte illicite au sens des art. 41 et sv. CO~ L'action ne peut etre basee sur ces derniers articles que s'il y a eu violation' d'un prooepte Urheberrecht. Xo 15. 63 general et imperatif du droit ne constituant pas une infraction 811X droits spoofiques que la loi spoofiale confere aux auteurs d ' reuvres litteraires et artistiques (consid. I, 2 et 3). 2. Vn artiste peut s'inspirer de l'reuvre d'un autre artiste mais il n'est pas en droit de l'imiter servilement. En matiere de droit d'auteur, l'intention n'est requise que pour la pour- suite penale; la pollrsuite civile est possible des qu'il y a eu faute (consid. 4). 3. RecevabiliM du recours (consid. 5). A. - En 1931, la Federation suisse des costumes nationaux et de la chanson populaire (en abrege la Fede- ration des costumes) organisa une fete des costumes qui eut lieu les 27 et 28 juin, a Geneve. Alors qu'elle preparait cette fete, C. A. Schmidt s'adressa a elle, en mars 1931, pour lui annoncer son intention de consacrer aux costumes nationaux un numero special de la revue L'a17. en 8ui88e publiee par lui a Geneve.Dans l'echange de lettres qui suivit, le Dr Laur jr., qui a l'epoque presidait, semble-t-il, la Federation, informa Schmidt que cette derniere etait disposee a lui accorder son aide pour cette publication en mettant a sa disposition notamment les dessins originaux reproduits sur les cartes postales representant les costumes suisses, editees par elle en plusieurs series. Le 7 avril 1931, 8 series de ces cartes furent envoyees a Schmidt par la Federation. Celle-ci luisignait en meme temps leurs lacunes et imperfections; dans un~ lettre du 23 avril 1931, elle exposait notamment ce qui smt : (Sie sehen also, es ist allerhand nicht so, wie es sein sollte. Dazu ist ganz allgemein zu bemerken, dass die Repro- duktionell die Originale. nur sehr approximativ

wieder- geben. Es würde also bestimmt ein unbefriedigendes Resultat heraus kommen, wenn Sie einfach einem Maler den Auftrag geben wollten, unsere Karten zu kopieren. Hiezu könnte ich auch von mir aus nicht die Zustimmung geben. Es wäre dies eine Angelegenheit, über die der Vorstand zu beschliessen hätte .. 'Er wird am 9. Mai in Genf zusammentreten. Bei dieser Gelegenheit könnte auch darüber gesprochen werden, ob Ihnen eventl. gestattet

l7rheberrecht. Xo 15. werden könnte, die Originale als Vorlagen zu benützen. Es könnte sich dort allerdings nicht darum handeln, sie einfach abzu:Qlalen, sondern die Originale müssten selbst reproduziert werden. Wir wären dies schon den Künst- lern, die sie ausgeführt haben, schuldig. Ich möchte nur nochmals betonen, dass eine Bewilligung zur Benützung sowohl der Karten als der Originale vom Vorstand erteilt werden muss und ich möchte Sie ersuchen, in dieser Richtung so lange nichts zu unternehmen, bis die Sitzung vom 9. Mai stattgefunden hat. Wenn Sie zu Randen der Tagesordnung einen Antrag stellen wollen, so bitte ich Sie, ilm mir rechtzeitig zukommen zu lassen. » Le 27 avril, Schmidt repondit a cette lettre en declarant qu'il n'avait pas l'intention de faire copier les cartes, mais que les indications fournies lui etaient precieuses pour l'etablissement des cartons qu'il avait confie a l'artiste- peintre Elzingre. Dans le numero de juillet 1931 de L'A1-t en SUMse, consacre aux costumes nationaux, Schmidt publia en effet 22 planches en quatre couleurs selon les originaux de ce peintre. En outre, il edita une serie de 22 cartes postales intitulee « costumes suisses », « Schweizertrach- ten », qui furent vendues a Geneve deja a l'occasion de la fete des 27 et 28 juin 1931. Chaque carte correspond a une des planches du numero de juillet 1931 de L'Art en Suisse.- Le 26 juin 1931, la Federation des costumes ecrivit a Schmidt en formulant les plus expresses reserves . au sujet de la publication des cartes postales : ces cartes, declarait-elle, « sont pour la plupart l'exacte reproduction des dessins propriete de la Federation. M. le Ur Laur s'etonne qu'a la suite de l'entretien qu'll a eu avec quel- qu'un de votre maison vous ayez passe outre a la defense formelle qu'll vous a faite de vous servir des modeles appartenant a la Federation. » Schmidt repondit le 'meme jour en protestant contre l'accusation de plagiat et en declarant que le peintre E. avait fait reuvre originale. Urheoorrecht. N0 J li. B. - Par exploit du 15 üctobre 1931, la Federation des costumes a ouvert action contre C. A. Schmidt en concluant a ce que celui-ci soit condamne a lui payer 3000 fr. avec interets de droit a titre de dommages-inte- rets et a ce que la vente des cartes postales editees sans son autorisation par le defendeur soit interdite. A l'appui de ces conclusions, la demanderesse faisait valoir notam- ment qu'elle est seule proprietaire d'une serie de cartes postales representant les costumes suisses, dessines par divers artistes pour son compte. Ces cartes avaient ere envoyees par elle au defendeur, a titre de renseignement et en vue de la publication du numero special de juillet- 1931 de L'Art en Suisse. Les nombreuses cartes publiees par le defendeur en serie n'etaient qu'une habile repro- duction des cartes postales appartenant a la demanderesse. Le defendeur s'etait aussi rendu coupable d'un usage abusif et illegal des modeles appartenant a cette derniere, usage qui constituait un veritable plagiat, soit un acte illicite au sens des art. 41 et sv. CO. Le defendeur a conclu a liberation des fins de la demande, en alleguant que les costumes suisses sont du domaine public. Apres avoir rassemble a leur sujet une documen- tation copieuse, comprenant aussi les cartes postales de la demanderesse, il avait charge l'artiste-peintre E., universellement connu, de choisir 5 ou 6 costumes pour chaque carte et de les grouper sur une planche. Il se pouvait que les costumes dessines par E. fussent sem- blables, quant a la couleur, aux costumes reproduits par la demanderesse, mais leur presentation et la facture du dessin etaient tout a fait differentes. Dans ces conditions,

l' reproche de plagiat n' était pas fondé. - O. - Par ordonnance du 24 février 1932, le Tribunal de Ire instance du canton de Genève a ordonné une expertise artistique aux fins de : « 10 Comparer les cartes postales, propriété de la Fédération demanderesse, et celles éditées par l' Art en Suisse en 1930; AS 60 U - 1934 II

66 » 20 Dire si ces dernières cartes ne sont pas l' exact effet de celles appartenant à la demanderesse; » 3° Dire notamment si les cartes de la défenderesse ne sont pas ' une combinaison d' éléments tirés de celles éditées par la demanderesse avec d' insignifiantes modifications et constituant dans leur ensemble la copie intégrale de ces cartes ; » 40 Dire, en tant que de besoin, si les cartes éditées par la défenderesse ne sont pas la reproduction des dessins originaux de M. E. et ne peuvent être considérées comme une reproduction des cartes postales éditées par la demanderesse. » Dans leur rapport du 6 juin 1932, les experts, MM. John Torcape, professeur à l' Ecole des Beaux-Arts à Genève, Carl Liner, artiste-peintre à Appenzell et Jacques Frey, technicien à Genève, ont constaté que le litige porte sur 20 des 112 figures dessinées et peintes par E. et éditée.. l par le défendeur. Sur ces 20 figures, 9, soit : 1° Particulièrement le groupe de Schwyz (2 figures) ; 2° Argovie (2e figure de droite à gauche) ; 3° Berne (figure du centre et figure de gauche) ; 4° Tessin (figure de gauche) ; 5° Fribourg (2e figure à gauche) ; 6° Zurich (figure de droite) ; 7° Saint-Gall (2e figure à droite), doivent être considérées « comme émanant des cartes éditées par la Fédération ». Dans ces 9 cas, il y a eu (usage des sujets contenus dans les cartes de la Fédération, usage que les experts ne peuvent pas approuver dans leur souci de sauvegarder la propriété artistique. Quand une entreprise, déclarent les experts, fait les frais de commande d' une œuvre à un artiste, elle a intérêt qu' il soit interdit à un tiers d' en faire usage sans autorisation, la loi a le devoir de la protéger' et le législateur doit veiller à ce que l' esprit de la loi ne soit pas détourné par un apport de modifications insignifiantes. » Les cartes du défendeur ne constituent pas dans leur ensemble la reproduction, < { 'ht. ; ; 0 1.5. 67 copie intégrale de celles (de la demanderesse, mais elles en contiennent en partie des éléments et portent la marque des emprunts signalés non autorisés. Dans un rapport séparé, daté du 20 mai 1932, l' expert Liner a en outre exprimé l' avis que la reconstitution d' un costume original doit être assimilée à une création artistique personnelle, car elle exige « du temps, du travail, des connaissances et une juste compréhension des choses ». Après le dépôt des rapports d' expertise, la demanderesse a modifié ses conclusions en se bornant à réclamer une indemnité de 3000 fr., modération de justice réservée, avec les intérêts de droit. D. - Par jugement du 14 décembre 1932, le Tribunal de Ire instance du canton de Genève a condamné le défendeur à payer à la demanderesse la somme de 3000 fr. à titre de dommages-intérêts. Statuant le 6 octobre 1933 sur appel du défendeur, lequel avait repris ses conclusions liminaires, la Cour de justice civile du canton de Genève a réduit à 1500 fr. les dommages-intérêts alloués à la demanderesse. Elle constatait que la demande était basée uniquement sur les articles 41 et sv. CO et que, par conséquent, il n' y avait pas lieu de prendre en considération la loi fédérale sur la propriété artistique. Un litige basé sur cette loi eut d' ailleurs échappé à la compétence du Tribunal de Ire instance et la Cour n' eut pu en connaître qu' en instance unique. En l' espèce, l' appelant avait commis un double acte illicite : a) en utilisant dans un but soigneusement dissimulé (l' édition des cartes postales) les renseignements que la Fédération lui avait donnés dans un but déterminé, en vue de la publication d' un numéro spécial de L' Art en Suisse; b) en copiant, avec de minimes différences, un certain nombre de cartes de l' intimité, quoique celle-ci eût spécifié que ses dessins colorés étaient des dessins originaux et

68 Urheool'l'echt. No 15. qu'elle en interdisait la copie, ce avec quoi le defendeur s'etait declare d'aeoord. Quant au -dommage, le defendeur eut pu editer des cartes postales sans reclamer prealablement des docu- ments a la demanderesse et il aurait de cette f8.90n fait a celle-ci une concurrence licite en contribuant, par la vente de ses propres cartes, a diminuer le nombre des acheteurs de cartes de la demanderesse; le fait qu'il avait reussi a obtenir d'une fa\lon incorreete et peu loyale des renseignements et documents de la demanderesse n'avait vraisemblablement pas eu pour effet d'augmenter dans une tres forte proportion le nombre de ses propres acheteurs, ni par eonsequent de diminuer d'une fa\lon tres notable le nombre des acheteurs de cartes de la deman- deresse. En tenant compte des honoraires que la deman- deresse devait payer a son conseil, il y avait lieu de fixer dans ces conditions a 1500 fr. ex aequo et bono le montant de l'indemnité. E. - C. A. Schmidt a recouru en reforme au Tribunal federal contre eet arret. La Federation des costumes a conclu a l'irrecevabilite du recours et, subsidiairement, au rejet de celui-ci avec suite de frais. Elle expose que, conformement a ses conclu- sions, la Cour de justice n'a juge le litige qu'a la lumiere des art. 41 et sv. La loi federale sur la propriete litteraire et artistique ne peut etre ll: }voquee que par l'artiste erea- teur, et non par une institution. Considerant en droit : 1. - Contrairement a la regle, il convient d'examiner d'abord la question de fond et ensuite celle de la rece~ vabilite du recours. 2. - D'apres la jurisprudence du Tribunal federal les lois speciales sur la proteetion industrielle et le droi~ d'auteur n'excluent l'application des dispositions de droit commun sur la responsabilite derivant des actes illieites, en particulier de la concurrence deloyale, que si ces lois Urheberrecht. No 15. reglent completement la matiere et si, notamment, elles aeoordent une protection plus etendue que celle du droit commun. Des actes qui ne sont pas interdits par les lois speciales, mais qui pl'6sentent les memes earacteres que les actes illieites des articles 41 et sv. CO, peuvent etre l'6primes en dehors de ces dernieres dispositions (RO 37 II p. 172; 38 II p. 701 ; 40 II p. 360; 54 H. p. 56; 57 H p. 457). La loi federale du 7 decembre 1922 eoneernant le droit d'auteur sur les anvres litteraires et artistiques regle completement la matiere de la reproduction de ces reuvres sans autorisation de l'auteur. En pl'6voyant la possi- bilite de mesures conservatoires, de la confiscation, etc., elle aeorde contre une semblable reproduction non auto- risee une protection plus etendue que celle du droit com- mun. La reproduction non autoris6e d'une reuvre litteraire ou artistique ne peut des lors etre poursuivie civilement qu'en application de l'art. 42 eh. 1 litt. a de la loi federale sur le droit d'auteur ; en aucun cas, elle ne saurait constituer, a elle seule, un acte illieite au sens de l'art. 41 CO. En l'espece, les dessins colories originaux que la deman- deresse a reproduits sur ses cartes constituent des reuvres des arts figuratifs, individualisees par un travail intellectuel de oreation; pour les o1'6er, il a fallu une idee nouvelle, originale, qui a trouve en elles son expression positive (RO 57 I p. 68 et 69). 11 s'agit donc d'reuvres protegees au sens de la loi federale sur le droit d'auteur. Peu importe a cet egard que les artistes-peintres auxquels lesdits dessins colories sont dus aient pris pour sujet des per- sonnages revetant les differents costumes suisses; les costumes suisses sont certes des sujets du domaine public ; mais 100 artistoo-peintres qui ont travaille pour le compte de la demanderesse ont traite ces sujets d'une maniere caracteristique, qui leur oot personnelle (PoUILLET, La propriete artistique et litteraire, pp. 546 et 547). Dans son rapport separe du 10 mai 1932, l'expert Liner

70 Urhobt'rrl'cht. !'o 15. semble aller plus loin en exprimant l'opinion que, etant donnees les difficultes parfois considerables de la roconsti- tution d'un costume, ce dernier peut, dans certains cas, etre lui-meme l'objet d'un. droit d'auteur. Cette opinion est toutefois erronee si l'artiste s'est borne, comme cela semble avoir ete le cas pour les artistes de la Federation, a

reconstituer un ensemble vestimentaire qui est ou qui a été effectivement porté; elle ne pourrait être admise que dans les cas OU II a en matière d'un costume nouveau en combinant par exemple de manière originale les différents éléments d'un costume déjà porté. 3. - Ce n'est donc qu'en application des art. 42 et sv. de la loi fédérale sur le droit d'auteur que le défendeur pourrait être condamné aux dommages-intérêts du fait de la reproduction non autorisée des dessins coloriés qui ont servi à l'édition des cartes postales de la demanderesse. L'action ne pourrait être fondée sur les art. 41 et sv. CO que s'il existait des circonstances spéciales ne constituant pas une infraction aux droits spécifiques que la loi fédérale sur le droit d'auteur confère aux auteurs des œuvres littéraires et artistiques, notamment au droit de reproduction, mais une violation d'un précepte général et impératif du droit. En l'espèce, le seul fait pouvant être opposé au défendeur dans cet ordre d'idées est qu'il se fit donner les cartes postales de la demanderesse en cachant à cette dernière qu'elles devaient servir non seulement pour la publication du numéro de la revue L'Art en Suisse consacré aux costumes nationaux, mais aussi à la confection de cartes postales devant forcément faire concurrence à celles de la Fédération. Toutefois, un rapport de cause à effet entre ce procédé déloyal du défendeur et le dommage subi par la demanderesse n'existerait que si le défendeur n'avait pu se procurer les cartes éditées par la Fédération que chez celle-ci. Or tel n'est pas le cas, ces cartes étant dans le commerce depuis plusieurs années. Le défendeur eut donc pu les obtenir sans difficulté chez les marchands. Urheberrecht. N° 15. 71 et le dommage aurait été le même pour la Fédération. Il est vrai, en revanche, que le défendeur n'aurait pas pu obtenir dans le commerce les renseignements qui lui furent fournis par le Dr Laur au sujet des erreurs découvertes dans les cartes de la Fédération, mais la demande n'est pas basée sur l'utilisation de ces renseignements. Dans le cadre des articles 41 et suivants CO, la Cour a, en outre, reproché au défendeur d'avoir copié, avec de minimes différences, quelques cartes de la demanderesse, quoique celle-ci eût spécifié que ses dessins coloriés étaient des originaux, et qu'elle en interdisait la copie, ce avec quoi le défendeur s'était déclaré d'accord. Cette dernière déclaration du défendeur est toutefois inopérante, la demanderesse et la Cour n'ayant, à juste titre, pas admis l'existence d'un contrat entre les parties. En mettant ses cartes à la disposition du défendeur, la demanderesse s'est en effet bornée à accorder à celui-ci une faveur en vue du numéro spécial qu'il se proposait de consacrer aux costumes suisses (VON Tamm I, p. 132). De même, la déclaration de la demanderesse, interdisant au défendeur la copie de ses dessins originaux, apparaît comme inopérante en droit; si cette copie avait été licite au regard de la loi, l'interdiction de la demanderesse n'aurait pas pu la rendre illicite. Il reste le fait que le défendeur a copié avec de minimes différences quelques cartes de l'intimée. Mais cette copie, s'agissant d'œuvres artistiques protégées par la loi fédérale sur le droit d'auteur, ne saurait être illicite que dans les conditions fixées par ladite loi spéciale. Contrairement à l'opinion de la Cour de justice civile, la demande n'est donc pas fondée, au regard de la loi générale des articles 41 et suivants CO. 4. - Il faut dès lors rechercher si l'action est fondée au regard des dispositions de la loi fédérale sur le droit d'auteur. Ce droit appartenait au début aux artistes-peintres ayant exécuté les dessins et il est susceptible de

72 Urheberrecht. No 15. transfert (art. 9 al. 1 de la loi). En l'espèce, il n'est pas contesté qu'il a été effectivement cédé à la demanderesse. Étant donné qu'il comprend le droit exclusif de reproduire l'œuvre par n'importe quel procédé (art. 12 ch. 1), le défendeur n'eut donc pu reproduire les cartes de la Fédération qu'avec l'autorisation de celle-ci. Or cette autorisation ne lui a en tout cas pas été accordée pour les cartes postales éditées par lui a

l'insu de la demanderesse. Il reste à examiner si les copies éditées par le défendeur constituent une reproduction de celles de la demanderesse poursuivable civilement en vertu de l'art. 42 al. 1 litt. a de la loi féd. sur le droit d'auteur. Le défendeur a fait valoir à cet égard qu'il n'avait eu recours ni à un calque, ni à d'autres moyens mécaniques, mais ces modes de reproduction ne sont pas les seuls qui soient interdits par la loi fédérale. Certes, un artiste peut s'inspirer de l'œuvre d'un autre artiste, mais il n'a pas le droit de l'imiter servilement. Lorsque, comme en l'espèce, la contestation porte sur des dessins coloriés représentant des personnes en costume, il faudra donc, pour que le reproche de plagiat ne puisse pas être considéré comme fondé, qu'il existe entre les dessins des artistes des différences facilement appréciables de pose, d'attitude, d'expression, d'ajustement des habits (v. POUILLET, op. cit., p. 545, 546 et 508). Dans le cas particulier, les experts se sont inspirés de ces principes conformes à la loi. Leurs conclusions, suivant lesquelles il y a eu plagiat en ce qui concerne neuf figures, ont été homologuées par les juges cantonaux et il n'y a pas de raison pour que le Tribunal fédéral ne les adopte pas. Le défendeur a, il est vrai, fait valoir qu'il n'aurait pas agi intentionnellement. Mais, en matière de droit d'auteur, l'intention n'est requise que pour la poursuite pénale (v. la note marginale à l'art. 46 de la loi). Conformément à l'art. 44, lequel renvoie aux dispositions générales du code des obligations, la poursuite civile est Urheberrecht. No 15. 73 en revanche possible des qu'il y a eu faute. Or le défendeur qui, ainsi que sa lettre du 27 avril au Dr Laur l'attestait, savait que la copie des dessins protégés était interdite, a en tout cas commis la faute de ne pas examiner si le peintre E. avait copié avec des modifications insignifiantes l'un ou l'autre des dessins protégés qu'il lui avait remis à titre de documentation. Quant au montant de l'indemnité, il n'y a pas de motif de modifier le chiffre de 1500 fr. alloués ex aequo et bono par la Cour de justice civile. 5. - Il reste à examiner si le recours est recevable. La valeur litigieuse n'étant que de 3000 fr. dans la dernière instance cantonale, il ne le serait pas si les agissements dont la demanderesse se prévaut tombaient sous le coup des articles 41 et sv. CO. Mais il résulte des considérants qui précèdent que tel n'est pas le cas et que les dispositions de la loi fédérale sur le droit d'auteur sont seules applicables à l'espèce. À l'audience de ce jour, l'intimée a expressément invoqué à titre subsidiaire cette loi spéciale dont le recourant s'est également prévalu et que le Tribunal fédéral eut pu d'ailleurs appliquer d'office, n'étant pas lié par les textes légaux qu'une partie a invoqués par erreur (RO 53 II 236 consid. 1). Or, d'après l'art. 45 al. 2, 1. f) dr. aut., le recours au Tribunal fédéral est recevable sans égard à la valeur de l'objet du litige dans les contestations civiles « se rapportant » à la loi. Le même principe est posé par l'art. 62 OJF. Il s'ensuit que le recours est recevable. Peu importe à cet égard que dans la procédure cantonale la demanderesse ait commis l'erreur de porter l'affaire devant le Tribunal de première instance et non directement devant la Cour de justice. Cette erreur, dont le défendeur ne s'est pas prévalu, aurait pu peut-être amener les tribunaux cantonaux à annuler d'office toute la procédure. Mais cette annulation ne saurait être prononcée par le Tribunal fédéral, car si le droit fédéral prescrit une instance cantonale unique dans les contestations civiles

74 Urheberrecht; NO 15. relatives à la propriété littéraire et artistique, il laisse au droit cantonal le soin d'indiquer le tribunal compétent et de fixer le montant des demandes adressées à un juge incompétent. Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce: Le recours est rejeté et l'arrêt rendu le 6 octobre 1933 par la Cour de justice civile est confirmé. Lang Druck AG 3680 Bern (Schweiz) j 1. FAMILIENRECHT DROIT DE LA FAMILLE 16. Arrêt de la 1^{re} instance civile du 2^e février 1934 dans la cause Goncet contre Lodynsky. 1. Avant de décider si un conjoint peut réclamer des aliments à l'autre conjoint, et de désigner 180 loi

qui règle leurs obligations matrimoniales, on doit examiner si les parties étaient véritablement mariées à l'époque dont il s'agit in casu. 2. Cette question préjudicielle doit être tranchée en application de la loi nationale des parties. 3. En droit autrichien le mariage déclaré nul est cause n'avoir jamais existé, et l'une des parties n'a pas le droit de réclamer à l'outre des aliments pour la période antérieure au jugement de nullité. 4. L'art. 132 al. 2 n'est pas d'ordre public international. Art. 132801. 2, 169, 170 ces. ; 2, 19 Tit. iin. ces., 7 litt. c; 19 L. f. 1891 s. rapp. de dr. eiv. ; 83, 93 al. 2, 94 OJF.; ~ 160. C. civ. . . autrich. A. - Valérie-Eugénie Dumonal, divorcée Y card, veuve Gonet, ressortissante suisse, a épousé en troisième no 008, à Versoix, le 28 mai 1921, Jérôme-Pierre de Lodyna Lodynsky, citoyen autrichien, qui s'était fait passer pour divorcé, alors que, en réalité, il n'était qu'un séparé de corps de sa première femme, Anna-Sidonia, née Meixner. En 1931, Eugénie no 008 Dumonal a introduit devant les tribunaux autrichiens une instance en nullité de mariage pour bigamie. Par jugement du 9 avril 1932, le Tribunal de Vienne a admis la demande et annulé le mariage. ce jugement a été confirmé par la Cour d'appel le 24 juin 1932 ; un pourvoi du défendeur a été rejeté par la Cour de cassation le 13 octobre de la même année. Le 30 mars 1933, l'annulation a été inscrite en marge de l'acte de mariage sur les registres de l'état civil de Versoix. AS 60 II - 1934 6

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.